

## REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 - 463

[C - 97/27115]

**20 FEVRIER 1997. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs**

Le Gouvernement wallon,

- Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>;
- Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1<sup>er</sup>;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs;
- Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 21 janvier 1997;
- Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 3 février 1997;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 décembre 1996;
- Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 1996;
- Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
- Vu l'urgence;

Considérant le nombre croissant de demandes introduites dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs et l'impossibilité de les rencontrer sur base des moyens budgétaires qui peuvent y être affectés, il est impératif de faire produire au présent arrêté modificatif ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 1997;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 3, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs, les mots « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » sont remplacés par les mots « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ».

**Art. 2.** A l'article 2, § 2, du même arrêté, les mots « ou que des moniteurs ou techniciens étrangers assurent une formation dans l'entreprise » sont supprimés.

**Art. 3.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « d'au moins quatre semaines » sont supprimés.

**Art. 4.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :  
« 3<sup>o</sup> être des formations inhérentes à la mise en place, pour la première fois, d'un système de qualité totale pour l'application du règlement des normes internationales ISO 9.001 à 9.004 - édition du 1<sup>er</sup> juillet 1994. Toutefois, ne peuvent être subventionnées les formations liées à une obligation pour l'entreprise de répondre à des lois, décrets, arrêtés, règlements ou directives imposées par la Région wallonne, l'Etat fédéral ou la Communauté européenne. »

**Art. 5.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. La durée des formations visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, ne peut excéder :

1<sup>o</sup> 150 heures en moyenne par travailleur formé;

2<sup>o</sup> 25 000 heures par dossier.

La durée des formations visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, ne peut excéder :

1<sup>o</sup> 40 heures en moyenne par travailleur formé;

2<sup>o</sup> 6 000 heures par dossier. »

**Art. 6.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les frais de formation visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup> l'intervention est égale à :

1<sup>o</sup> 30 % des dépenses exposées par l'entreprise pour la formation des travailleurs occupés au sein de celles-ci;

2<sup>o</sup> 40 % des dépenses exposées par l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une création entraînant cinq emplois nouveaux ou lorsqu'il s'agit d'une extension ou une reconversion qui provoque une augmentation nette d'emplois d'au moins 25 % du nombre de travailleurs formés sur place;

3<sup>o</sup> 50 % des dépenses exposées par l'entreprise pour la formation des demandeurs d'emploi visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>;

4<sup>o</sup> 70 % des dépenses exposées par l'entreprise pour la formation des demandeurs d'emploi de longue durée visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>. »

**Art. 7.** L'article 7, § 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'intervention est plafonnée à 4 millions de francs par entreprise. »

**Art. 8.** Il est inséré, dans le même arrêté, un article 8bis rédigé comme suit :

« Art. 8bis. Pour le calcul des emplois nouveaux ou du maintien des emplois existants visés aux articles 4, 7 et 8, on entend :

1<sup>o</sup> par emplois existants, le nombre moyen de travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale calculé en équivalent temps plein sur base des cadres statistiques des quatre trimestres précédant le trimestre au cours duquel a débuté la convention visée à l'article 10;

2° par emplois nouveaux, la différence entre le nombre de travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale calculé en équivalent temps plein tel qu'il résulte du cadre statistique du trimestre au cours duquel la convention visée à l'article 10 a pris fin, et le nombre moyen de travailleurs visé au 1°.

Lorsque cette différence ne rencontre pas les objectifs de maintien ou de création d'emplois visés aux articles 4, 7 et 8, le nombre de travailleurs, calculé en équivalent temps plein, tel qu'il résulte du cadre statistique du trimestre au cours duquel la convention a pris fin est comparé au nombre de travailleurs, calculé en équivalent temps plein, tel qu'il résulte du cadre statistique du trimestre correspondant parmi les quatre trimestres précédant celui au cours duquel a débuté la convention visée à l'article 10.

En cas de non-respect des conditions visées aux articles 4 et 8 il est mis fin à l'intervention visée à l'article 7 et la partie de l'intervention déjà versée est restituée. »

**Art. 9.** Il est inséré, dans le même arrêté, un article 8ter rédigé comme suit :

« Art. 8ter. Le Ministre peut, lorsqu'une entreprise a présenté un plan de restructuration approuvé par le Gouvernement et après avis unanime du Comité de gestion de l'Office, déroger à la règle visée à l'article 4, alinéa 3, aux durées de formation visées à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, et au plafond visé à l'article 7, § 3. »

**Art. 10.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Le stage à l'étranger n'est pris en considération que s'il a une durée minimale de cinq jours. »

L'intervention concernant les stages de formation de travailleurs à l'étranger porte, en plus des rémunérations et charges, sur les frais inhérents aux voyages aller-retour (un par pays de destination) ainsi qu'aux frais et indemnités de séjour.

§ 2. L'intervention pour les moniteurs est calculée en fonction du nombre de jours de formation effective, eu égard à la profession, et du nombre de stagiaires qu'ils forment.

Cette intervention est maximale si elle concerne cinq travailleurs au moins, sinon, elle est calculée au prorata du nombre de travailleurs formés.

§ 3. Par dérogation au § 2, il n'y a pas d'intervention pour les moniteurs dans le cadre des formations visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>. »

**Art. 11.** Dans l'article 11, § 2, les mots « au plus tard au moment du début de l'activité industrielle visée » sont remplacés par les mots « au plus tard, à peine de forclusion, dans les deux mois de la demande de base ou avant le début de l'activité industrielle faisant l'objet de la formation ».

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

**Art. 13.** Le Ministre qui a l'Emploi et la Formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 20 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 97 — 463

IC - 97/27115

**20. FEBRUAR 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1993 zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Schaffung des « Office régional de l'Emploi » (Regionalamt für Arbeitsbeschaffung), insbesondere des Artikels 23 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1993 zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer;

Aufgrund des am 21. Januar 1997 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 3. Februar 1997 abgegebenen Gutachtens des « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 6. Dezember 1996 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Dezember 1996 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der zunehmenden Anzahl der im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1993 zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer eingereichten Anträge, und der Unmöglichkeit, diesen Anträgen aufgrund der dafür verfügbaren Haushaltsmittel stattzugeben; in Erwägung der Tatsache, daß der vorliegende Abänderungserlaß daher am 1. Januar 1997 unbedingt wirksam werden muß;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 § 3, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1993 zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer wird der Wortlaut « "Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées" (Gemeinschaftlicher Fonds für die soziale und berufliche Wiedereingliederung der Behinderten) » durch den Wortlaut « "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) » ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 2 § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut « oder durch ausländische Auszubildende bzw. Techniker im Unternehmen » gestrichen.

**Art. 3** - In Artikel 3 § 1, 1° desselben Erlasses werden die Wörter « mindestens » und « vierwöchige » gestrichen.

**Art. 4** - Artikel 3 § 1, 3° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 3° mit der erstmaligen Einführung eines Systems der totalen Qualität in bezug auf die Anwendung der Regelung über die internationalen Normen ISO 9.001 bis 9.004 - Ausgabe vom 1. Juli 1994 - unzertrennlich verbunden sein. Die Ausbildungen in Zusammenhang mit der Verpflichtung für das Unternehmen, den von der Wallonischen Region, dem Föderalstaat oder der Europäischen Union auferlegten Gesetzen, Dekreten, Erlassen, Verordnungen oder Richtlinien zu genügen, können jedoch nicht bezuschusst werden. »

**Art. 5** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 6 - Die in Artikel 3 § 1, 1° und 2° gemeinten Ausbildungen dürfen folgende Dauer nicht überschreiten:

1° 150 Stunden im Durchschnitt pro ausgebildeten Arbeitnehmer;

2° 25.000 Stunden pro Akte.

Die in Artikel 3 § 1, 3° gemeinten Ausbildungen dürfen folgende Dauer nicht überschreiten:

1° 40 Stunden im Durchschnitt pro ausgebildeten Arbeitnehmer;

2° 6.000 Stunden pro Akte. »

**Art. 6** - Artikel 7, § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Was die in Artikel 3 § 1 erwähnten Ausbildungskosten betrifft, beträgt die Beihilfe:

1° 30 % der Ausgaben des Betriebs für die Ausbildung der in diesem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer;

2° 40 % der Ausgaben des Betriebs, wenn es sich um eine mit fünf neuen Stellen verbundene Schaffung handelt, oder wenn es sich um eine Erweiterung oder eine Betriebsumstellung handelt, die eine netto Arbeitsstellenzunahme von mindestens 25 % der Anzahl der im Betrieb ausgebildeten Arbeitnehmer verursacht;

3° 50 % der Ausgaben des Betriebs für die Ausbildung der in Artikel 1 § 1, 4° erwähnten Arbeitsuchenden;

4° 70 % der Ausgaben des Betriebs für die Ausbildung der in Artikel 1 § 1, 5° erwähnten Langzeitarbeitsuchenden. »

**Art. 7** - Artikel 7, § 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 3. Die Höchstgrenze der Beihilfe ist auf 4 Millionen BEF pro Betrieb festgelegt. »

**Art. 8** - In denselben Erlaß wird ein Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 8bis - Für die Berechnung der neuen Arbeitsstellen oder der Aufrechterhaltung der bestehenden Stellen, so wie sie in den Artikeln 4, 7 und 8 gemeint sind, versteht man unter:

1° bestehenden Stellen, die durchschnittliche Anzahl der beim Landesamt für soziale Sicherheit eingetragenen Arbeitnehmer in Vollzeit-Gleichwerten, berechnet aufgrund der statistischen Rahmen der vier Quartale vor demjenigen, in dem das in Artikel 10 gemeinte Abkommen in Kraft getreten ist;

2° neuen Stellen, den Unterschied zwischen der Anzahl der beim Landesamt für soziale Sicherheit eingetragenen Arbeitnehmer in Vollzeit-Gleichwerten, so wie sie sich aus dem statistischen Rahmen des Quartals, in dem das in Artikel 10 gemeinte Abkommen außer Kraft getreten ist, ergibt, und der in 1° gemeinten Anzahl Arbeitnehmer.

Wenn dieser Unterschied den in Artikeln 4, 7 und 8 erwähnten Zielsetzungen der Aufrechterhaltung oder Schaffung von Arbeitsstellen nicht stattgibt, dann wird die Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeit-Gleichwerten, die sich aus dem statistischen Rahmen des Quartals, in dem das in Artikel 10 gemeinte Abkommen außer Kraft getreten ist, ergibt, mit der Anzahl Arbeitnehmer in Vollzeit-Gleichwerten verglichen, die sich aus dem statistischen Rahmen des entsprechenden Quartals unter den vier Quartalen vor demjenigen, in dem das in Artikel 10 gemeinte Abkommen in Kraft getreten ist, ergibt.

Im Falle der Nichteinhaltung der in Artikeln 4 und 8 erwähnten Bedingungen wird der in Artikel 7 gemeinten Beihilfe ein Ende gesetzt, und der schon überwiesene Teil der Beihilfe wird zurückgezahlt. »

**Art. 9** - In denselben Erlaß wird ein Artikel 8ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 8ter - Wenn ein Betrieb einen von der Regierung genehmigten Umstrukturierungsplan vorgelegt hat, kann der Minister, nach einstimmigem Gutachten des Verwaltungsausschusses des "Office", von der in Artikel 4 Absatz 3 festgelegten Regel, von der in Artikel 6 Absatz 1 angeführten Dauer und von der in Artikel 7 § 3 festgelegten Höchstgrenze abweichen. »

**Art. 10** - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 9 - § 1. Die Ausbildung im Ausland wird nur berücksichtigt, wenn sie mindestens fünf Tage dauert.

Die Beteiligung in bezug auf die Lehrgänge von Arbeitnehmern im Ausland bezieht sich neben den Löhnen und Lasten auch auf die Kosten, die mit den Hin- und Rückreisen (eine Hin- und Rückreise pro Bestimmungsland) verbunden sind, und auf die Aufenthaltskosten und -vergütungen.

§ 2. Die Beihilfe für die Ausbilder wird im Verhältnis zu der Anzahl Tage tatsächlicher Ausbildung mit Rücksicht auf den Beruf, und zu der Anzahl Auszubildender berechnet.

Der maximale Betrag dieser Beteiligung wird ab dem Augenblick zuerkannt, wo mindestens fünf Arbeitnehmer betroffen sind, anderenfalls wird der Betrag im Verhältnis zur Anzahl ausgebildeter Arbeitnehmer berechnet.

§ 3. In Abweichung von § 2 gibt es keine Beihilfe für die Ausbilder im Rahmen der in Artikel 3 § 1, 3<sup>o</sup> gemeinten Ausbildungen. »

**Art. 11** - In Artikel 11, § 2 wird der Wortlaut « spätestens bei Beginn der betreffenden industriellen Tätigkeit » durch den Wortlaut « spätestens innerhalb zwei Monaten nach dem Grundantrag oder vor Beginn der industriellen Tätigkeit, die Gegenstand der Ausbildung ist, und unter Gefahr der Ausschließung » ersetzt.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1997 wirksam.

**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur den 20. Februar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 463

[C - 97/27115]

**20 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen**

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 23, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 21 januari 1997;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 3 februari 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit uitwerking moet hebben met ingang van 1 januari 1997, gelet op het stijgende aantal aanvragen die ingediend worden in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, en op de onmogelijkheid om ze op grond van de beschikbare begrotingsmiddelen in te willigen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, § 3, 2<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, worden de woorden « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van minder-validen en hun inschakeling in het arbeidsproces) » vervangen door de woorden « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) ».

**Art. 2.** In artikel 2, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « of dat vreemde monitors of technici een opleiding in het bedrijf verzekeren » geschrapt.

**Art. 3.** In artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup>, van het hetzelfde besluit worden de woorden « van minstens vier weken » geschrapt.

**Art. 4.** Artikel 3, § 1, 3<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« 3<sup>o</sup> moeten gericht zijn op de uitwerking, voor de eerste keer, van een systeem van de hoogste kwaliteit voor de toepassing van het reglement van de internationale normen ISO 9.001 tot 9.004 - uitgave van 1 juli 1994. Wanneer het bedrijf verplicht is de door het Waalse Gewest, de Federale Staat of de Europese Gemeenschap opgelegde wetten, decreten, besluiten, verordeningen of richtlijnen na te leven, komen de opleidingen echter niet in aanmerking voor subsidies. »

**Art. 5.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 6. De in artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> bedoelde opleidingen mogen niet langer duren dan :

1<sup>o</sup> gemiddeld 150 uur per werknemer;

2<sup>o</sup> 25 000 uur per dossier.

De in artikel 3, § 1, 3° bedoelde opleidingen mogen niet langer duren dan :

1° gemiddeld 40 uur per werknemer;

2° 6 000 uur per dossier. »

**Art. 6.** Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« § 1. Wat de in artikel 3, § 1, bedoelde opleidingskosten betreft, is de tegemoetkoming gelijk aan :

1° 30 % van de door het bedrijf gemaakte uitgaven voor de opleiding van de werknemers die er tewerkgesteld zijn;

2° 40 % van de door het bedrijf gemaakte uitgaven voor het scheppen van vijf nieuwe betrekkingen of in geval van een uitbreiding of een omschakeling die goed is voor een netto-banentoename gelijk aan minstens 25 % van het aantal ter plaatse opgeleide werknemers;

3° 50 % van de door het bedrijf gemaakte uitgaven voor de opleiding van de in artikel 1, § 1, 4°, bedoelde werkzoekenden;

4° 70 % van de door het bedrijf gemaakte uitgaven voor de opleiding van de in artikel 1, § 1, 5°, bedoelde langdurige werkzoekenden. »

**Art. 7.** Artikel 7, § 3, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« § 3. De tegemoetkoming is beperkt tot 4 miljoen frank per bedrijf. »

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel *8bis* ingevoegd :

« Art. *8bis*. Voor de berekening van de nieuwe betrekkingen of van de handhaving van de in de artikelen 4, 7 en 8 bedoelde bestaande betrekkingen, wordt verstaan onder :

1° bestaande betrekkingen, het gemiddelde aantal werknemers, zoals aangegeven bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid, berekend op grond van een voltijdse baan en op basis van de statistieken van de vier trimesters voorafgaand aan het trimester in de loop waarvan de in artikel 10 bedoelde overeenkomst is begonnen;

2° nieuwe betrekkingen, het verschil tussen het aantal werknemers, zoals aangegeven bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid, berekend op grond van een voltijdse baan en op basis van de statistieken van het trimester in de loop waarvan de in artikel 10 bedoelde overeenkomst is geëindigd, en het in 1° bedoelde gemiddelde aantal werknemers.

Wanneer dat verschil niet overeenstemt met de in de artikelen 4, 7 en 8 bedoelde doelstellingen inzake handhaving van banen of schepping van nieuwe betrekkingen, wordt het aantal werknemers, berekend op grond van een voltijdse baan en op basis van de statistieken van het trimester in de loop waarvan de overeenkomst is geëindigd, vergeleken met het aantal werknemers, berekend op grond van een voltijdse baan en op basis van de statistieken van het overeenkomende trimester onder de vier trimesters voorafgaand aan het trimester in de loop waarvan de in artikel 10 bedoelde overeenkomst is begonnen.

Als de in de artikelen 4 en 8 bedoelde voorwaarden niet in acht worden genomen, wordt een einde gemaakt aan de in artikel 7 bedoelde tegemoetkoming en wordt het reeds gestorte deel ervan terugbetaald. »

**Art. 9.** In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel *8ter* ingevoegd :

« Art. *8ter*. Wanneer een bedrijf een door de Regering goedgekeurd herstructureringsplan voorstelt, kan de Minister, na eenparig advies van het beheerscomité van de Dienst, afwijken van de regel bedoeld in artikel 4, derde lid, alsook van de opleidingsduur bedoeld in artikel 6, eerste lid, en van het maximum bedoeld in artikel 7, § 3. »

**Art. 10.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Art. 9. § 1. Stages in het buitenland worden slechts in aanmerking genomen als ze minstens vijf dagen duren.

De tegemoetkoming voor opleidingsstages van werknemers in het buitenland heeft, behalve de lonen en lasten, betrekking op de reiskosten (heen- en terugreis/één per bestemmingsland), alsook op de verblijfskosten en -vergoedingen.

§ 2. De tegemoetkoming voor de monitors wordt berekend op grond van het aantal dagen die, al naar gelang het beroep, aan de effectieve opleiding worden besteed, en op het aantal stagiairs die ze opleiden.

De tegemoetkoming wordt in haar geheel verleend indien zij betrekking heeft op minstens vijf werknemers, anders wordt ze berekend naar rata van het aantal opgeleide werknemers.

§ 3. In afwijking van § 2 komen de monitors, in het kader van de in artikel 3, § 1, 3°, bedoelde opleidingen, niet in aanmerking voor een tegemoetkoming. »

**Art. 11.** In artikel 11, § 2, worden de woorden « Ten laatste op het ogenblik van het begin van de bedoelde industriële activiteit » vervangen door de woorden « Ten laatste, op straffe van verval, binnen twee maanden na de aanvankelijke aanvraag of vóór het begin van de bedoelde industriële activiteit die het voorwerp is van de opleiding. »

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

**Art. 13.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 februari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE